



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Val-d'Oise

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)
Appel d'Offres Ouvert**

OBJET DU MARCHE :

**Prestations d'exploitation et de maintenance préventive et corrective des
installations de génie climatique de 13 sites de la CPAM du VAL d'OISE**

Pouvoir adjudicateur :

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL D'OISE
Immeuble Les Marjoberts
2 Rue des Chauffours
95017 CERGY PONTOISE**

Le présent document établi le 9 mars 2023 comporte 28 feuillets numérotés de 2 à 28.

SOMMAIRE

Première partie : Dispositions générales

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE CONSULTATION ET FORME
ARTICLE 3 – NATURE DU MARCHE
ARTICLE 4 – PARTIES CONTRACTANTES
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS
ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE
ARTICLE 7 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ARTICLE 8 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ
ARTICLE 9 – ASSURANCE

Deuxième partie : Modalités d'exécution des prestations

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE
ARTICLE 11 – DEBUT D'EXECUTION
ARTICLE 12 – LIEUX D'EXECUTION
ARTICLE 13 – CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS
ARTICLE 14 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS
ARTICLE 15 – CONDITIONS D'EXECUTION
ARTICLE 16 – INTERLOCUTEURS
ARTICLE 17 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Troisième partie : Prix et règlement

ARTICLE 18 – PRIX
ARTICLE 19 – REVISION DES PRIX
ARTICLE 20 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT
ARTICLE 21 – AVANCE FORFAITAIRE

Quatrième partie : Mesures coercitives

ARTICLE 22 – PENALITES
ARTICLE 23 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE
ARTICLE 24 – RESILIATION

Cinquième partie : Modifications des clauses contractuelles

ARTICLE 25 – FORMALISATION DES MODIFICATIONS

Sixième partie : Règlement des litiges

Septième partie : Dispositions contractuelles particulières – la force majeure

Huitième partie : Dérogation aux documents généraux

Première partie : Dispositions générales

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

1.1. Objet

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières – CCAP- fixe les dispositions administratives se rapportant à l'exécution de prestations d'exploitation et de maintenance préventive et curative des installations de génie climatique de 13 sites de la CPAM du VAL d'OISE.

La description des équipements, la définition, les modalités d'exécution, le niveau d'exigence et de qualité des prestations figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières – CCTP- et ses annexes.

Objet principal

● **Prestations P2** : exécution de prestations de conduite, de surveillance, de réglage, de nettoyage, d'entretien courant et les menus réparations des différents matériels, mais aussi le remplacement des petites fournitures.

et

● **Prestations P3 « Transparent »** : exécution de prestations en garantie totale – sans clause d'intéressement.

Répartition du solde en fin d'exécution du marché:

- dans le cas d'un solde négatif, le pouvoir adjudicateur ne verse pas de dédommagement
- dans le cas d'un solde positif, le titulaire reverse ce solde au pouvoir adjudicateur

A titre accessoire

- **Réalisation de travaux d'amélioration des installations.**

L'offre est assortie d'une obligation de résultat et de conseil.

1.2. Lieux d'exécution

Les prestations sont exécutées sur les sites ci-après :

- Immeuble « Le Galien » – 1, rue des Chauffours - Cergy (95 000)
- Immeuble « Le Béloise » - 2, boulevard de l'Oise à Cergy Pontoise (95 031).
- Immeuble Le Centaure – 14b avenue du Centaure – Cergy (95000)
- Immeuble Les Marjoberts – 2 rue des chauffours – Cergy (95000)
- Immeuble Argenteuil 245 av Jean Jaurès
- Immeuble Argenteuil 2 rue de la Poste Prolongée
- Immeuble Garges-Lès-Gonesse 1 place Soufflot
- Immeuble Goussainville 7 bis av Albert Sarraut
- Immeuble Villiers-le-Bel 14/16 allée pierre Corneilles
- Immeuble Sarcelles 1 av du 8 mai 1945
- Immeuble Sarcelles 11 av du 8 mai 1945
- Immeuble Sarcelles 19 av du 8 mai 1945
- Immeuble Ermont 15 rue de la Halte

1.3. Force exécutoire

A compter de sa date de notification le marché acquiert force exécutoire entre les deux parties.

A ce titre le titulaire est tenu au respect des prescriptions de la totalité des pièces contractuelles.

Tout manquement se traduit par la mise en œuvre des mesures coercitives visées aux articles 22 et 23 du présent document.

1.4. Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé, avant la remise des offres :

- Avoir pris connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des services, ainsi que de la configuration du site, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution du marché,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution du marché et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités
- Avoir procédé à une visite détaillée et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et toutes sujétions relatives aux lieux, aux accès et aux abords, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement des sites, etc...
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, notamment celles données par le CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près de l'organisme.

1.5. Exception à la clause d'exclusivité

Au-delà de trois manquements au respect des délais d'intervention s'agissant des prestations prévues au marché, l'organisme se réserve la possibilité de faire appel à un tiers.

1.6. Forme des notifications et informations

La notification au titulaire de décisions ou informations par l'organisme dans le cadre de l'exécution du marché, à l'exception des mises en demeure ou résiliations, sont valablement faites par courriel avec demande d'accusé réception.

Les notifications émanant du titulaire, à l'exception des factures, sont adressées par voie dématérialisée avec demande d'accusé réception à :

service.technique.cpamcergypontoise@assurance-maladie.fr

Les coordonnées des représentants de l'organisme en charge du suivi de l'exécution technique sont communiquées lors de la notification du marché.

ARTICLE 2. PROCEDURE ET FORME

2.1. Procédure

La procédure retenue pour la passation des marchés est l'appel d'offres ouvert en application des articles L2324-1 et R2124-2 du Code de la commande publique.

2.2. Dévolution

L'objet du présent CCAP n'est pas alloti en raison de l'impossibilité d'opérer une distinction au sein des prestations.

2.3. Forme du marché et technique d'achat

Le présent CCAP concerne un marché mixte conclu sur la base de prix forfaitaires (redevance de maintenance P2 et provision pour P3) et prix unitaires (travaux d'améliorations et de mise en conformité).

Technique d'achat : Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande et marché subséquent au sens des articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique.

La réalisation des travaux d'améliorations fera l'objet de marchés subséquents.

L'ensemble des conditions d'exécution des prestations P2 et P3 sont fixées au présent CCAP et CCTP.

2.4. Marché subséquent

La réalisation de travaux d'amélioration et de mise en conformité font l'objet de marchés subséquents.

Les travaux consécutifs à un acte de malveillance peuvent faire l'objet de marchés subséquents ou de bons de commande.

Les marchés subséquents fixeront les modalités d'exécution desdits travaux, lesquels peuvent déroger aux stipulations du présent CCAP ou CCTP.

2.5. Montants du marché

Montant minimum annuel : redevance P2 + P3

Montant maximum annuel: redevance P2 + P3 + 20 % du montant annuel des deux redevances (montant maximum pour les travaux d'améliorations)

Le marché ne comporte aucun engagement sur un montant minimum s'agissant des travaux présentant un caractère accessoire.

ARTICLE 3. NATURE DU MARCHE

Le marché issu de la présente consultation est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande et marchés subséquents au sens des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique, conclu sur la base de prix forfaitaires et de prix unitaires.

Les prix forfaitaires se rattachent aux prestations P2 et P3.

Les prix unitaire portés au Bordereau de Prix Unitaire seront mis en œuvre pour la détermination du montant forfaitaire lié aux travaux d'amélioration et de mise en conformité.

ARTICLE 4. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- ◆ d'une part, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val d'Oise, pouvoir adjudicateur, désignée dans le présent CCAP par l'expression "l'organisme", représentée par le Directeur Général Monsieur Stephan DI IORIO,
- ◆ d'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent CCAP par l'expression "le titulaire",
- ◆ Le comptable assignataire des paiements : Madame Jeanne SEMPERE, Directrice Comptable et Financière en charge du Contentieux et de la Maîtrise des Risques de la CPAM du Val d'Oise.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement et ses trois annexes
- Annexe 1 : Déclaration de sous-traitance,
- Annexe 2 : Décomposition du prix global forfaitaire,
- Annexe 3 : Bordereau de prix unitaires,
 - l'Acte contractuel de confidentialité,
 - le Livret de Sécurité du prestataire,
 - Les éventuels avenants au marché,
 - Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, en date du 9 mars 2023, dont seul l'original, conservé par l'organisme, fait foi,
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, en date du 9 mars 2023, dont seul l'original, conservé par l'organisme, fait foi, et ses annexes :
- Annexe 1 : Caractéristiques techniques des installations à entretenir,
- Annexe 2 : Différentes formes de maintenance,
- Annexe 3 : Nomenclature des opérations d'entretien,
- Annexe 4 : Eléments contractuels,
 - Le mémoire technique du titulaire et les pièces y annexées,
 - Les éventuelles fiches techniques proposées par le titulaire.

Pièces générales :

- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale (non joint) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (non joint) – Arrêté du 30 mars 2021 ;
- le Code de la commande publique (non joint).
- Le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP - Groupe d'étude des marchés de chauffage et de climatisation (GEM/CC),

ARTICLE 6 .DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu depuis sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois.

Il est renouvelable 4 fois par tacite reconduction pour une période d'un an. Au regard de la nature des prestations attachées au P3 – la durée maximum est fixée à 5 ans.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur a la faculté de dénoncer le marché par lettre recommandée avec accusé réception, adressée au moins trois mois avant la date prévue de reconduction. Cette dénonciation ne donne pas lieu à versement d'indemnités au profit du titulaire.

ARTICLE 7. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire doit veiller à ce que les prestations soient effectuées dans le respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 8. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est astreint à l'obligation de confidentialité, notamment à l'égard des tiers pour toutes les informations dont il aurait pu disposer dans l'exécution du présent marché.

L'Accord de Confidentialité et le Livret de sécurité du prestataire définissent, pour les deux parties, les obligations en matière de confidentialité.

Ces obligations persistent après l'exécution du marché. Il appartient au titulaire de veiller au respect de ces clauses par son personnel et par les opérateurs intervenants en qualité de sous-traitant.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, constitue un motif de résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Le titulaire est également tenu au respect des dispositions du règlement général de protection des données.

ARTICLE 9. ASSURANCE

Le titulaire est responsable sans aucune restriction de définition des dommages qui peuvent être causées aux personnes, aux biens, ainsi qu'aux installations dont il assure la surveillance, le contrôle, l'entretien, lorsque ces dommages proviennent ou résultent de sa faute ou de celle de ses préposés ou d'un manquement à ses obligations.

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Le titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **de la souscription d'une assurance responsabilité civile professionnelle.**

L'attestation produite doit préciser les caractéristiques essentielles du contrat souscrit et les garanties apportées par l'assureur.

Dérogation ART 9.2 CCAGFCS



Délai de production attestation d'assurance :

Début d'exécution du marché : 8 jours à compter de la date de notification

Reconduction du marché : 8 jours à compter de la date de reconduction du marché

Deuxième partie : Modalités d'exécution des prestations

ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les interventions confiées au titulaire sont exécutées conformément aux règles de l'art.

10.1. Obligation de résultat et de conseil

Le titulaire garantit la disponibilité des intervenants et le déploiement des moyens humains et matériels nécessaires à l'exécution des services.

Le marché visé au présent CCAP est assorti d'une obligation de résultat et de conseil.

Les objectifs en matière de résultats consistent en :

- garantir la maintenabilité et la durabilité des performances de fonctionnement des installations confiées à un niveau optimal,
- garantir la continuité de service et l'accessibilité des équipements,

- garantir le maintien des conditions climatiques exigées à l'article 8 et annexe 4 du CCTP.

Les moyens et modalités décrits au C.C.T.P ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux et non limitatifs.

L'ensemble des prestations réalisées doit être conforme avec les prescriptions des Décrets, Arrêtés, Règlements, normalisation en vigueur à la date d'exécution desdites prestations.

Pour l'exécution des prestations, le titulaire s'engage au respect des délais, des coûts et des niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels.

A défaut, les pénalités financières annoncées aux articles 22 et 23 sont appliquées.

10.2. Le personnel du titulaire

Le titulaire :

- affecte des agents possédant les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des prestations,
- dote ces agents d'une tenue adaptée, d'un insigne identifiant la société et des équipements de sécurité adéquats.
- est responsable :
 - o des dommages de toute nature occasionnés à l'occasion de la réalisation des prestations, soit à son personnel, soit à des tiers agissant pour son compte à l'occasion de la réalisation des prestations,
 - o des fautes ou négligences commises par son personnel ou des tiers agissant pour son compte lors de la réalisation des prestations.

Le titulaire communique à l'organisme la liste du personnel en charge de l'exécution des prestations.

Délai de production liste du personnel. en charge de l'exécution des prestations

Dans les 8 jours suivant la notification du marché, (qualifications ainsi que la carte professionnelle).



Toute modification au sein de cette liste, en cours d'exécution du marché, fait l'objet d'une information, par courriel, auprès de l'organisme dans un délai de 48 h avant la réalisation des prestations.

L'organisme se réserve le droit d'exiger du titulaire le remplacement d'un membre du personnel qui se serait rendu coupable de manquements graves aux consignes de sécurité, à l'obligation de confidentialité, aux stipulations des pièces contractuelles, ou qui n'aurait pas les qualifications ou compétences requises pour assurer les prestations contractuelles.

L'entreprise s'engage à maintenir un personnel suffisant en nombre et en qualification.

10.3. Production des documents administratifs

• **Certificats prévus aux articles D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, prouvant la régularité de la situation en matière d'obligations fiscales et sociales**

Le titulaire s'engage à fournir spontanément à l'organisme, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail.

Il lui incombe de procéder à la collecte des documents précités auprès de ses sous-traitants.

Délai de production des documents administratifs.

Dans les 8 jours suivant une période semestrielle d'exécution



ARTICLE 11. DEBUT D'EXECUTION

La date de notification du présent marché vaut date d'effet du marché et fait courir la durée du marché.

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date de début d'exécution des prestations **est fixée au 1^{er} juillet 2023.**

ARTICLE 12. LIEUX D'EXECUTION

Les prestations dues au titre du marché visé au présent règlement se déroulent sur les sites suivants :

- Immeuble « Le Galien » – 1, rue des Chauffours - Cergy (95 000)
- Immeuble « Le Béloise » - 2, boulevard de l'Oise à Cergy Pontoise (95 031)
- Immeuble Le Centaure – 14b avenue du Centaure – Cergy (95000)
- Immeuble Les Marjoberts – 2 rue des chauffours – Cergy (95000)
- Immeuble Argenteuil 245 av Jean Jaurès
- Immeuble Argenteuil 2 rue de la Poste Prolongée
- Immeuble Garges-Lès-Gonesse 1 place Soufflot
- Immeuble Goussainville 7 bis av Albert Sarraut
- Immeuble Villiers-le-Bel 14/16 allée pierre Corneilles
- Immeuble Sarcelles 1 av du 8 mai 1945
- Immeuble Sarcelles 11 av du 8 mai 1945
- Immeuble Sarcelles 19 av du 8 mai 1945
- Immeuble Ermont 15 rue de la Halte

ARTICLE 13. CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS

Les spécifications techniques et modalités d'exécution sont regroupées au sein du CCTP et ses annexes.

L'objet du marché concerne l'exécution des prestations selon les conditions ci-après:

Objet principal

Postes P2 et P3

- maintenance **préventive** systématique,
- maintenance préventive conditionnelle,
- maintenance **corrective**,
- **fourniture et remplacement des pièces de rechange, en garantie totale du matériel,**

La garantie totale intègre la réparation et le remplacement des réseaux.

Lui incomberont (main d'œuvre et fournitures) tous remplacements ou réparations quels qu'ils soient et quelle qu'en soit la cause, accidentelle ou due à l'usure normale des équipements visés au CCTP et ses annexes

A titre accessoire

- réalisation de travaux d'amélioration des installations maintenues.

Le titulaire effectue toutes les modifications destinées à améliorer le fonctionnement et la fiabilité des équipements et ce, pendant la période de service.

Si l'installation nécessite une mise en conformité suite à une évolution de la réglementation en vigueur, le titulaire dès qu'il en a connaissance doit le signaler au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

Les installations à entretenir sont décrites à l'annexe 1 du CCTP

a) Etat des installations en début et fin d'exécution des prestations

Un état des installations est établi selon les dispositions annoncées à l'article 2.2 et 14 du CCTP.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toutes dégradations causées aux ouvrages après établissement de l'état des lieux des installations lui seront imputées et leurs réparations mises à sa charge.

b) Contrôle en cours d'exécution

Pendant la durée du marché, l'organisme se réserve le droit de :

- contrôler la bonne exécution des prestations,
- d'examiner ou de faire examiner au besoin par un spécialiste, si l'entretien et l'exploitation des installations sont effectués dans les conditions requises,

●de procéder à toutes les vérifications et faire contrôler les installations par un organisme habilité.

ARTICLE 15 .CONDITIONS D'EXECUTION

15.1 Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution sont spécifiées au CCTP.

L'organisme se réserve la possibilité de modifier la période d'exécution. Ces modifications sont communiquées au titulaire au moins 48h avant leur mise en œuvre.

A tout moment, le représentant de l'organisme doit pouvoir consulter les documents d'exploitation renseignés au fur et à mesure par le titulaire et maintenus sur site. Le titulaire tient à jour les documents inhérents à chaque installation ou matériel dont il a la charge dans les conditions fixées au marché.

Le titulaire disposera d'un logiciel de GMAO (Gestion de la maintenance assistée par Ordinateur) consultable par l'organisme au sein duquel il renseignera et mettra à jour l'ensemble des informations relatives à ses interventions sur les installations dont il a la charge.

La liste des documents d'exploitation figure à l'article 12 du CCTP.

15.2. Documentation technique

Toute documentation reste la propriété de l'organisme et n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent marché. Elle est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions.

15.3. Clause environnementale

L'objet du marché comporte une dimension environnementale.

La gestion des déchets générés par les prestations doit répondre à la réglementation en vigueur au jour d'exécution des prestations.

15.4. Sous-traitance

En application de l'article L2193-1 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut sous-traiter certaines parties des services intégrés dans l'objet du marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation et l'agrément de l'organisme.

La présentation du sous-traitant proposé pour l'exécution des prestations d'audit constructeur intervient concomitamment au dépôt de l'offre.

Le sous-traitant doit répondre aux exigences réglementaires des articles R4544-9 et R4544-10 du Code du travail.

• ***Demande d'agrément déposée conjointement au dépôt de l'offre***

La demande d'agrément est présentée sur le formulaire DC4 joint au dossier de consultation. La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

• ***Demande d'agrément déposée après dépôt de l'offre***

En cas de décision de recours à la sous-traitance postérieurement au dépôt de l'offre, la demande préalable d'acceptation du sous-traitant doit être formulée dans les mêmes conditions précédemment décrites.

Le formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance – est téléchargeable sur : https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/formulaires/DC4.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont régis par les articles R2193-1 à R2193-8 du Code de la commande publique.

Il appartient au titulaire de procéder à la collecte des documents et attestations à joindre au dossier de demande de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution des obligations résultant du marché.

Le défaut de déclaration d'un sous-traitant est en outre passible d'une amende de 7 500 euros (Cf. article L8271-1-1 du Code du travail).

Le titulaire impose contractuellement à ses sous-traitants le respect de l'ensemble du droit social français, y compris les salaires minima de sa convention collective pour la catégorie considérée, et est responsable de ce respect vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 16. INTERLOCUTEURS

16.1. Pour le titulaire

Lors de la notification du marché, le titulaire désigne un correspondant, responsable de la bonne exécution et du suivi des prestations. Il est l'interlocuteur unique de l'organisme.

Ce responsable technique est présent sur le site sur convocation de l'organisme et a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il est notamment responsable :

- _ du respect des plannings,
- _ du contrôle de la qualité des prestations,
- _ de l'organisation du travail,
- _ du suivi du marché de façon générale,
- _ de l'information auprès de l'organisme,
- _ de la discipline et du respect des consignes et des conditions d'exécution du marché par le personnel intervenant.

16.2. Pour l'organisme

La désignation et les coordonnées du représentant de l'organisme, correspondant du titulaire, sont effectuées lors de la notification du marché.

Il est l'interlocuteur du correspondant du titulaire et répond à toute question d'ordre technique et constitue le relais pour toute question d'ordre administrative ou juridique qui pourrait se poser au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 17. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification sont effectuées selon les dispositions des articles 27 à 33 du CCAG/FCS.

L'organisme peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, par un organisme de son choix, les expertises qu'il estime nécessaires et celles prévues par la réglementation. En conséquence, le titulaire du marché s'engage à être représenté lors de ces visites et à apporter son concours et mettre en place les moyens appropriés pour faciliter la réalisation de ces essais et vérifications.

Les interventions d'assistance aux contrôles sont prévues dans le cadre du marché et ne feront pas l'objet d'une facturation supplémentaire.

Durant cette intervention et en fonction de sa nature, le titulaire devra déléguer un technicien sur site.

Dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS : Opérations de vérification

Le délai imparti à l'organisme pour procéder aux opérations de vérification est de **3 mois** à compter de la livraison ou de l'exécution des prestations.

Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise.

A défaut d'admission, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, sans prétendre à une indemnité.

Troisième partie : Prix et règlement

ARTICLE 18. PRIX

Les prix comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frais et taxes nécessaires à l'exécution des prestations.

Etablis aux conditions économiques du mois de mars 2023, les prix resteront fermes pendant la première année d'exécution du marché.

Seul le montant de la TVA pourra être modifié en fonction des nouvelles dispositions intervenant en cours de marché.

P2 : Conduite et maintenance

Les prestations P2 sont traitées à prix global forfaitaire annuel porté à l'annexe 2 de l'Acte d'Engagement.

La redevance comprend les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer la conduite, la maintenance préventive et corrective ainsi que le suivi administratif du marché.

Le forfait couvre également les interventions et les dépannages durant les périodes d'intervention définies au CCTP, la fourniture des petites fournitures et le remplacement des petites pièces dont le coût unitaire est inférieur à 150 € HT.

Travaux d'amélioration

Les travaux d'amélioration proposés par le titulaire feront l'objet d'un devis établi par le titulaire et soumis à la validation préalable de l'organisme qui se réserve le droit de ne pas y donner suite.

P3 : Garantie totale

Les prestations P3 sont traitées à prix global forfaitaire annuel.

La redevance forfaitaire annuelle comprend les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir en l'état le parc des installations et de réaliser les opérations de gros entretien et de renouvellement nécessaire pour atteindre ce maintien en l'état.

Le titulaire garde l'initiative de l'utilisation du compte P3, pour lui permettre d'assurer son obligation de résultat et de Gros Entretien Renouvellement des installations, sous condition obligatoire de présenter à l'organisme, la comptabilité d'emploi des sommes reçues.

Les justificatifs d'achat sont présentés à l'organisme lors de l'arrêt annuel des comptes.

Prestations hors forfait

Les prestations hors forfait comprennent, à la demande de l'organisme :

- Les travaux d'équipement, de modification ou de restructuration des installations confiées au titulaire,
- Les travaux éventuels de mise en conformité avec les règlements applicables,
- Les interventions consécutives à un acte de malveillance,

Le titulaire formule ses propositions de travaux ou de prestations hors forfait de manière détaillée (listes descriptives de travaux, de fournitures, temps d'intervention et d'immobilisation, coût).

En aucun cas, le titulaire n'a l'exclusivité de ces prestations, l'organisme se réservant le droit de procéder lui-même ou de faire procéder à ces travaux ou prestations par l'entreprise de son choix.

Les prestations hors du champ de la maintenance P3 seront exécutées au fur et à mesure de la survenance du besoin par l'émission de bons de commande. Elles seront rémunérées par l'application des prix unitaires figurant au devis produit par le titulaire.

Travaux d'amélioration

Les travaux d'amélioration proposés par le titulaire feront l'objet d'un devis établi par le titulaire et soumis à la validation préalable de la CPAM du Val d'Oise qui se réserve le droit de ne pas y donner suite.

ARTICLE 19. REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification.

Le titulaire communiquera les prix révisés au plus tard 15 jours avant la date d'application.

L'organisme se réserve le droit de demander les documents qui justifient la variation de prix. Le titulaire du marché s'engage à y répondre favorablement et fournir les justifications demandées.

Les prix révisés seront fermes et invariables pendant la période annuelle d'exécution.

P2 : Prestations de conduite et maintenance

La redevance forfaitaire annuelle fixée à l'annexe 2 de l'acte d'engagement est révisable annuellement à la date de reconduction par application de la formule suivante :

$$P2 = P2o (0,15 + 0,25 \frac{FSD21}{FSD2o} + 0,60 \frac{ICTrev-TS - IME1}{ICTrev-TS - IME0})$$

Dans laquelle : P1 = Prix révisé Po = Prix initial

ICTrev-TS des IME = L'indice du coût horaire du travail révisé - Tous Salariés – dans le secteur des Industries mécaniques et électriques – identifiant INSEE 001565183

FSD2 = L'indice Frais et services divers, modèle de référence n°2 publié par l'INSEE

- Valeur de base «indice 0»: indice du mois précédent la date limite de remise des offres, soit mars 2023,
- Valeur finale « indice 1»: Dernier indice connu et publié à la date de révision.

A chaque révision successive, ICTrevTS - IME11 et FSD(2)1 deviendront respectivement ICTrevTS IME0 et FSD(2)0.

Le titulaire communiquera les prix révisés au plus tard 15 jours avant la date d'application. Les prix révisés seront fermes et invariables pendant la période annuelle d'exécution. L'organisme se réserve le droit de demander les documents qui justifient la variation de prix. Le titulaire du marché s'engage à y répondre favorablement et fournir les justifications demandées dans un délai maximum de 8 jours.

P3 : Prestations de garantie totale

La redevance forfaitaire annuelle fixée à l'annexe 2 de l'acte d'engagement est révisable annuellement à la date de reconduction par application de la formule suivante :

$$P3 = P3o (0,15 + \frac{BT40}{BT40o})$$

Dans laquelle :

P3 et P3o représentent respectivement le montant final actualisé et le montant initial du forfait P3

BT40 et BT40o représentent respectivement l'indice final et l'indice initial des prix (index chauffage) publié par l'INSEE.

- Valeur de base «indice 0» : indice du mois précédent la date limite de remise des offres, soit mars 2023,
- Valeur finale « indice 1 » : Dernier indice connu et publié à la date de révision.

Taux horaire

Le taux horaire fixée à l'annexe 3 de l'acte d'engagement est révisable annuellement à la date de reconduction par application de la formule suivante :

$$TH = THo (\frac{ICTrev}{ICTrev0})$$

Dans laquelle :

TH et THo représentent respectivement le montant final actualisé et le montant initial du taux horaire

ICTrev-TS des IME = L'indice du coût horaire du travail révisé - Tous Salariés – dans le secteur des Industries mécaniques et électriques – identifiant INSEE 001565183

A chaque révision successive, ICTrevTS – IME devient ICTrevTS IMEo.

- Valeur de base «indice 0» : indice du mois précédent la date limite de remise des offres, soit mars 2023,
- Valeur finale « indice 1 » : Dernier indice connu et publié à la date de révision.

A chaque révision successive, ICTrevTS – IME devient ICTrevTS IMEo

ARTICLE 20. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

Les prestations feront l'objet d'une facturation unique comportant une décomposition pour chaque site.

La facturation des redevances est effective à compter de la date de début d'exécution des prestations soit le 1^{er} juillet 2023.



Le délai de production de la facturation est fixé à :

- 3 mois après exécution des prestations

Les factures comportent les indications suivantes :

- le numéro du marché, le cas échéant de chaque avenant,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire,
- la date de la facture,
- la période sur laquelle porte la facturation,
- le site d'exécution de la prestation,
- le détail des redevances P2 et P3,
- isoler le montant de la redevance P2 et le montant de la provision P3 pour chaque site,
- le prix total hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le prix total TTC.

Notification des factures

En application des dispositions des articles L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le titulaire transmet ses factures sous forme électronique.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « *Chorus pro* », dans les conditions définies au présent article.

L'application *Chorus Pro* est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire est informé que *Chorus Pro* est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que *Chorus Pro* ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via *Chorus Pro*, l'organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

Le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'organisme en tant que destinataire de la facture : 323 391 367 00030
- Le code service : CPAMsacm
- Le numéro de marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro> .
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

20.1 – Redevance P2

Le règlement des factures présentées intervient après l'exécution conforme des prestations, selon une périodicité trimestrielle, à terme échu, sous réserve de validation du Service Intervention Logistique.

20.2 – Redevance P3

Recettes P3

Les modalités de facturation de la redevance P3 sont identiques à celles de la redevance P2 à savoir le règlement d'un acompte trimestriel, à terme échu, sur présentation d'une facture.

Dépenses

Dans le mois suivant la clôture du premier exercice annuel, le titulaire établit, et adresse à l'organisme, un bilan d'exploitation réalisé au titre du Gros Entretien Renouvellement.

Délai de production bilan d'exploitation 1^{ère} année d'exécution :

30 jours à compter de la date de reconduction du marché



Ce compte précise le détail des dépenses engagées, les justificatifs établis avec le coefficient d'entreprise intégrant les frais généraux et bénéfices (f gb), le détail des heures passées multipliées par le taux horaire.

Les taux horaires et coefficient d'entreprise figurent à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

Le règlement du premier acompte de l'année N+1 est conditionné par la fourniture du bilan d'exploitation P3 annuel.

Bilan en fin de 4^{ème} année d'exécution

Lors de la remise du bilan d'exploitation annuel P3, en fin de quatrième année d'exécution, le titulaire établit un bilan des dépenses et recettes pour les quatre années.

Délai de production bilan d'exploitation 4^{ème} année d'exécution :

30 jours à compter de la date de reconduction du marché



Si la somme des dépenses (ayant donné lieu à justificatif) est inférieure à la somme des recettes P3, l'organisme :

- peut demander au titulaire la réalisation de travaux complémentaires, à concurrence de la redevance P3 totale versée,
- ou
- demander un reversement, en fin de marché, de la totalité du solde P3

Second cas : compte négatif (sur production de justificatifs).

Si la totalité des sommes dépensées depuis le début du marché est supérieure à la somme versée, le titulaire et l'organisme déterminent un plan de travaux pour la dernière année.

Dépenses afférentes à la dernière année d'exécution du marché

Les travaux réalisés au cours de la dernière année d'exécution devront faire l'objet d'une acceptation écrite et de l'envoi d'un ordre de service de la part de l'organisme.

Tous travaux engagés sans accord préalable, ne sera pas pris en charge au titre du P3. Le titulaire prendra en charge financièrement la totalité des travaux engagés.

Apurement du compte P3 (fin d'exécution du marché ou en cas de résiliation du marché avant son terme contractuel)

Le compte d'exécution définitif est remis à l'organisme dans le mois suivant la fin d'exécution du marché.

L'apurement du compte P3 est réalisé au terme du marché selon les conditions suivantes :

- ▶ d la durée du contrat en années
- ▶ R la somme des recettes annuelles révisées perçues par le Titulaire
($R = R1 + R2 + R3 + \dots + Rd$)
- ▶ D la somme des dépenses annuelles du Titulaire ayant donné lieu à justificatifs
($D = D1 + D2 + D3$)

Premier cas : compte positif (sur production de justificatifs) - R supérieur à D.

Le titulaire rétrocède à l'organisme la totalité du solde.

Par accord des deux parties la rétrocession peut s'effectuer sous forme de travaux de valeur équivalente.

Second cas : compte négatif (sur production de justificatifs) – R inférieur à D.

Le titulaire supporte la totalité du dépassement.

Délai de règlement

L'organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la remise de la facture.

Interruption du délai de règlement

Le délai de règlement des factures est interrompu dans les cas suivants :

- ▶ présentation d'une facture ne comportant pas les éléments demandés à l'article 20 du présent CCAP,
- ▶ absence de production des bons d'intervention, rapports d'intervention, rapports de visite ou bilan d'exploitation,
- ▶ production de pièces inexploitable (notamment absence de référence au numéro d'intervention MAID délivré par l'organisme),
- ▶ absence de production du bilan d'exploitation annuelle (interrompt le délais de règlement de l'acompte P3)

La facture est retournée au titulaire au motif de non-respect des dispositions du CCAP ou CCTP.

Le non-règlement dans les délais des sommes dues par l'organisme en application du présent marché fait courir de plein droit :

- des intérêts moratoires au profit du titulaire et du sous-traitant payé directement,
- d'une indemnité de 40 €.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

Le taux de ces intérêts est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

20- 3 Règlement des sous-traitants

Selon l'article L.2193-11 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant direct du titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur est payé directement par lui pour la part du marché dont il assure l'exécution. Toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

Le seuil prévu à l'article L. 2193-10 à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 600 euros toutes taxes comprises.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé (Article R2193-11 du Code de la Commande Publique).

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article susvisé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur (Article R2193-12 du Code de la Commande Publique).

Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation mentionné à l'article L. 2192-5, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

ARTICLE 21 . AVANCE FORFAITAIRE

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance forfaitaire est accordée au titulaire et au sous-traitant du marché.

Le taux de l'avance est fixé à :

- Statut PME : 30% de la somme égale à douze fois le montant annuel initial TTC divisé par sa durée exprimée en mois,
- Autre statut juridique de la société : 10% de la somme égale à douze fois le montant annuel initial TTC divisé par 56 mois,

Modalités de versement : dans les 30 jours suivant la notification du marché.

Le remboursement de cette avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant du marché.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance forfaitaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire accepte le versement de l'avance forfaitaire, l'organisme procède à son versement dans les 30 jours suivant la notification du marché.

Quatrième partie : Mesures coercitives

ARTICLE 22 . PENALITES

22.1 Pénalités de retard

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS

Lorsque les délais contractuels sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sauf cas de force majeure, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

22.1.1 – Pénalité journalière pour retard de production de pièces ou exécution de prestations exigées aux CCAP et CCTP

Pour chaque dépassement d'un délai d'exécution/production visé ci-après le titulaire encourt une pénalité égale à 1% du montant de la redevance forfaitaire annuelle globale :

CCAP

- attestation d'assurance – cf article 9
- liste et/ou habilitations des agents en charge de l'exécution des prestations – cf article 10.3
- documents administratifs – cf article 10.4
- justificatifs de révision des prix – cf article 19
- facturation – cf article 20

Pour chaque dépassement d'un délai d'exécution/production visé ci-après le titulaire encourt une pénalité égale à 1% du montant de la redevance forfaitaire annuelle par site concerné :

CCAP

-déclaration de sous-traitance – cf article 15.4

CCTP

- état des installations – cf article 2.2 et 14
- signalement d'une anomalie constatée - cf article 11.2
- planning annuel de maintenance préventive - cf article 11.1,
- bon d'intervention – cf article 12.4
- rapport d'intervention – cf article 12.4
- rapport de visite – cf article 12.4

Pour chaque dépassement d'un délai d'exécution/production visé ci-après le titulaire encourt une pénalité égale à 1% du montant de la redevance forfaitaire annuelle P3 :

CCTP

- rapport d'exploitation annuel – cf. article 12.6

La pénalité est également applicable dans les cas suivants :

- production de pièces illisibles ou non exploitables (notamment planning annuel ou état des installations, etc)
- production de pièces au contenu non conforme aux exigences contractuelles (notamment planning annuel ou état des installations , facturation, etc).

22.1.2 – Pénalités par heure de retard

Pour chaque dépassement d'un délai horaire d'exécution/production exigé au CCTP le titulaire encourt une pénalité de 70 €HT par heure de retard :

- CCTP

- Compte-rendu d'intervention – article 8.5.1
- Délai d'intervention – cf article 11-5
- Délai de remise en service – cf article 11-5

La limite des pénalités est fixée à 1400 € HT.

22.2 Pénalités pour indisponibilité

Dérogation à l'article 14.2 du CCAG/FCS

- Sauf cas de force majeure, le seuil d'indisponibilité est fixé à 2h ouvrées.

Au-delà de 2 heures consécutives d'indisponibilité ou interruption de prestation ou de non-conformité aux éléments contractuels définis au CCTP le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité égale à 1% du montant annuel de la redevance P2 par heure de retard.

- Sauf cas de force majeure, le délai maximal de mise à disposition de matériel provisoire est fixé à 6h, à compter de la réception de la demande d'intervention.

En l'absence de mise à disposition de matériel provisoire, au-delà des 6 heures consécutives d'indisponibilité admise, à compter de la réception de la demande d'intervention (conformément à l'article 11 du CCTP) **en cas de panne d'une installation nécessitant un délai d'approvisionnement en pièces neuves**, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 1% du montant annuel de la redevance P2 par heure de retard.

22.3. Autres pénalités

• Non-respect de l'obligation de résultat - maintien des températures définies au CCTP et en annexe 4

Le titulaire encourt une pénalité égale à 2% du montant de la redevance forfaitaire annuelle P2 par site concerné :

- ▶ par heure d'interruption de chauffage ou climatisation.
- ▶ par jour de non-respect de la température moyenne intérieure de chauffage ou climatisation- cf article 13.2 du CCTP.

22.4– Cumul des pénalités

En cas de constat de plusieurs manquements les pénalités peuvent être cumulées.

Les pénalités ne sont pas applicables lorsque les circonstances ne sont pas imputables au titulaire.

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG- FCS :

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG- FCS :

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

ARTICLE 23 . EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Dérogation art 45 du CCAG-FCS

L'organisme se réserve la possibilité de pourvoir à l'exécution des services aux frais et risques du titulaire, ceci même en l'absence d'une décision de résiliation.

Dans le cas de prestations non conformes, l'organisme peut mettre le titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de quarante-huit heures.

A l'expiration de ce délai, si le titulaire n'est pas en mesure d'assurer une prestation conforme à ses obligations contractuelles, l'organisme se réserve la possibilité de pourvoir à l'exécution des services aux frais et risques du titulaire, ceci même en l'absence d'une décision de résiliation.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

En particulier, en l'absence de technicien compétent, l'organisme peut prendre toute mesure d'urgence sans que le titulaire défaillant ne puisse déroger à sa responsabilité, ni invoquer le cas de force majeure.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 24 . RESILIATION

24.1 Résiliation pour évènements extérieurs au marché

Le présent marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur sans indemnité conformément à l'article 39 du CCAG/FCS:

- en cas de décès ou incapacité civile du titulaire ;
- en cas de redressement ou liquidation judiciaire si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire ;
- en cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

24.2 Résiliation aux torts du titulaire

Le présent marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur pour faute du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec résiliation du marché à ses frais et risques :

- dans les cas énumérés à l'article 41 du CCAGFCS,
- lorsque le montant annuel des pénalités excède 15 % du montant de la redevance globale forfaitaire.

En cas de faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur a la possibilité soit de résilier le marché en cours d'exécution soit de l'exécuter aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

24.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à tout moment à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général :

- **par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS** : La décision de mutualisation des prestations avec un ou des organismes de l'Assurance Maladie est assimilée à un motif d'intérêt général.

La résiliation motivée par l'intérêt général tiré d'une mutualisation des prestations ne génère pas d'indemnité au profit du titulaire.

- pour tout autre un motif d'intérêt général : le titulaire peut être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG/FCS.

Cinquième partie : Modifications des clauses contractuelles

ARTICLE 25. FORMALISATION DES MODIFICATIONS- CLAUSE DE REEXAMEN

Les modifications des clauses du présent marché sont matérialisées par l'élaboration d'un avenant signé par les deux parties contractantes :

- Retrait ou ajout de site (changement chaudière, fermeture, vente ou transfert du site) portant :

- ▶ la date de prise d'effet de la modification ;
- ▶ le site concerné.

Le retrait d'un site entraîne de facto la cessation de paiement pour le site considéré. Le prix applicable est calculé au prorata temporis à la date de prise d'effet de l'avenant de suppression.

Aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

- Transfert du marché

Le titulaire ne peut sous-traiter ni céder le présent marché sans autorisation expresse préalable et écrite de l'organisme.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché au tort exclusif du titulaire et sans indemnité.

- Changement d'indice

En cas d'arrêt de publication d'indices ou de changement d'intitulé, il sera appliqué les indices de rapport équivalents, la formule de révision de la prestation concernée sera alors modifiée en conséquence. Cette modification sera actée par avenant.

- Modification du statut du titulaire

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, l'organisme a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

Le titulaire ainsi informé doit proposer à l'organisme un avenant entérinant le changement de titulaire. Il doit poursuivre les prestations du marché jusqu'à son terme normal si l'organisme ne décide pas la résiliation.

Sixième partie : Règlement des litiges

Le règlement des différends ou litiges liés à l'exécution du présent marché fait l'objet d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA) de Paris.

Tout différend survenant à l'occasion des marchés passés avec l'organisme sera réglé conformément aux dispositions des articles R2397-1 à R2397-4 du Code de la commande publique.

Toute action en justice intentée par l'une ou l'autre partie sera soumise à la juridiction suivante :

Tribunal Judiciaire- Cité judiciaire - 3 rue Victor Hugo - BP 50220,
95 302 CERGY PONTOISE CEDEX

Saisine : selon les dispositions des articles 144-1, 144-2 et 144-3 du nouveau Code de procédure civile.

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Septième partie : Dispositions contractuelles particulières – la force majeure

Dérogation à l'article 13 3.1 du CCAGFCS

Le délai imparti au titulaire pour bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution est fixé à 7 jours à compter de la survenance des causes de la force majeure.

L'existence de la force majeure doit être démontrée par le titulaire par le biais notamment de décisions venant d'une autorité administrative.

Le titulaire motive sa demande en exposant l'impact de l'événement sur sa capacité à remplir ses obligations.

Aucune indemnisation n'est versée au titulaire en cas d'annulation d'une commande par l'organisme.

Huitième partie : Dérogation aux documents généraux

OBJET	ARTICLE DU MARCHÉ	ARTICLE DU CCAG AUQUEL IL EST DEROGE
Opérations de vérification	17	28.2
Pénalités de retard	22.1	14.1
Pénalités d'indisponibilité	22.2	14.2
Cumul des pénalités	22.4	14.1.3 et 14.1.2
Exécution aux frais et risques du titulaire	23	45
Résiliation pour motif d'intérêt général	24.3	42
Dispositions contractuelles particulières – la force majeure	7eme partie	13.3.1

Dressé en un seul exemplaire original, par la personne représentant le pouvoir adjudicateur

A Cergy, le 9 mars 2023

Le Directeur Général



Stephan DI IORIO